



## Latvijas Republikas Valsts prezidenta kanceleja Prezidenta preses dienests

Pils laukums 3, Rīga-50, LV-1900, tālr. 7092122, fakss 7320404,  
prese@president.lv, www.president.lv

---

### **Discours par S.E. Vaira Vīķe-Freiberga, Présidente de la Lettonie, à l'Institut français des relations internationales (IFRI) 1er octobre 2002**

#### **La Lettonie et la région baltique dans le double élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne**

Monsieur le Directeur (Thierry de Montbrial),

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureuse de me retrouver à l'Institut français des relations internationales, où j'ai eu le privilège de vous adresser la parole il y a à peine deux ans, durant ma première visite officielle dans votre beau pays. La Lettonie venait de commencer ses négociations d'accession à l'Union européenne, et je suis confiante que nous réussirons à les conclure avant la fin de cette année. Comme vous le savez déjà, la Lettonie compte à recevoir une invitation officielle pour se joindre aux rangs des pays de l'Union ce décembre à Copenhague, tout comme elle espère être invitée d'accéder à l'OTAN ce novembre à Prague. Je suis convaincue que l'entrée de la Lettonie et des autres pays candidats dans ces deux organisations fournira une impulsion importante à la réunification de notre continent, divisé pendant plus d'un demi-siècle par le Rideau de fer.

Avant d'aborder notre avenir commun dans une Europe élargie, je voudrais rendre hommage au rôle que la France a joué à la formation de l'identité du peuple letton à partir du 18ème siècle, suivant la Révolution française. Les mots d'ordre de cette Révolution - Liberté, Égalité et Fraternité - ont vite atteint les rives de la Mer baltique, et ont réveillé dans le peuple letton les aspirations à l'indépendance et à la justice pour tous. Ces idées ont amorcé un mouvement de revendication populaire, aboutissant à la création d'un Etat indépendant letton en 1918.

Suivant la Première Guerre Mondiale, l'appui politique de la France permet à la Lettonie de consolider sa place sur la scène internationale. Suite à une recommandation du gouvernement français en 1920, les puissances Alliées reconnaissent *de iure* la Lettonie et ses voisins en janvier 1921. Pendant la période d'entre-deux-guerres, la Lettonie et la France développent des relations politiques et économiques dynamiques. A cette époque les documents officiels du gouvernement letton sont publiés en deux langues – le letton et le français. A partir de 1935, un Comité central franco - baltique voit le jour au Parlement français.

Les liens culturels connaissent aussi un épanouissement sans précédent durant cette période. Le Lycée français et l'Institut français permettent aux lettons de mieux connaître la France. Un grand nombre d'artistes, d'écrivains et d'étudiants lettons puisent leur inspiration aux impressions recueillies lors de séjours prolongés dans votre pays. Mais cette riche tradition d'échanges est brutalement interrompue en 1940 par la première occupation russe de la Lettonie. Suivant la Seconde guerre mondiale, tout un groupe d'intellectuels lettons sont arrêtés, condamnés et déportés en Sibérie pour avoir participé à un groupe de discussion en langue française sur la culture française et sur le futur de l'Europe.

La Lettonie reste reconnaissante à la France pour son refus de reconnaître officiellement l'occupation russe et l'annexion du pays par l'URSS. Nous retenons le fait

---

qu'en 1991 la France a reconnu sans tarder le rétablissement de l'indépendance de la Lettonie. Quelques mois plus tard, en mai 1992, Monsieur François Mitterrand devient le premier chef d'Etat occidental à visiter la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie et à les féliciter en personne de leur retour dans la famille des pays libres et démocratiques.

Depuis la restauration de son indépendance, la Lettonie a fourni des efforts considérables pour rattraper des décennies perdues de développement sous le joug de deux régimes totalitaires – allemand et russe. Nous sommes reconnaissants à la France et aux autres pays membres de l'Union européenne qui ont activement soutenu notre pays dans ses réformes structurelles, politiques et économiques.

Ces vastes réformes, qui ont exigé des choix pénibles et des efforts soutenus, n'ont pas été sans leur coût social. Néanmoins, elles ont servi à remettre la Lettonie sur la voie définitive de la démocratie. Elles ont aussi servi à instaurer une économie de marché dynamique qui connaît actuellement des taux de croissance parmi les plus élevés en Europe. Les accomplissements remarquables de la Lettonie, de l'Estonie et de la Lituanie durant la dernière décennie témoignent du potentiel immense de la région de la Mer baltique. Bien que cette région connaisse encore des disparités considérables de revenu et de niveau de vie, l'Union européenne – comme moteur de développement économique – servira à engendrer une réduction de ces différences en stimulant un développement plus uniforme. Déjà chaque année plus de 100 milliards d'euro en échanges ont lieu dans cette région de 65 millions d'habitants, ce qui représente à peu-près un dixième du commerce mondial.

La situation géopolitique avantageuse de la Lettonie au carrefour de l'Est et de l'Ouest, ensemble avec son infrastructure et ses ports hautement développés, lui permet déjà de jouer un rôle important dans le transit avec la Russie. Ce rôle devrait évoluer bientôt en pont direct entre la Russie et l'Union européenne.

L'adhésion des trois Pays baltes à l'UE et à l'OTAN contribuera au développement et à l'unification économique du littoral de la Mer baltique. Elle encouragera un climat d'investissement et de commerce encore plus favorable dans la région, comme cela a été le cas pour les pays membres les plus récents de l'OTAN, soit la Hongrie, la République tchèque et la Pologne. Les relations entre ces trois pays de l'Europe Centrale et la Russie se sont considérablement améliorées après leur adhésion à l'Alliance, et je suis convaincue qu'à la longue il en sera de même avec les Etats baltes. La présence de pays stables, prospères et démocratiques aux frontières de la Russie répondra aux intérêts mutuels des pays de l'Union autant que ceux de la Russie elle-même.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais aussi souligner l'aspect moral de l'élargissement, celui du redressement d'une grave injustice commise à la fin de la Seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, au début du 21<sup>ème</sup> siècle, nous avons l'occasion de redresser les erreurs de 20<sup>ème</sup> siècle, et de mettre fin à la division de l'Europe en deux camps opposés, une division qui regrettamment n'aurait pas eu lieu sans la complaisance – pour ne pas dire la complicité – des Alliés à la fin de la Seconde guerre mondiale. L'élargissement de l'OTAN et de l'EU mettra fin à la division immorale de l'Europe en sphères d'influence, qui remonte à l'entente infâme de 1939 entre Staline et Hitler. Il effacera enfin les dernières séquelles de la Seconde Guerre mondiale et permettra de consolider l'espace européen de valeurs démocratiques, de prospérité, de stabilité et de sécurité.

Une question d'actualité qui a assumé une urgence particulière depuis les attaques tragiques aux Etats Unis l'année dernière, c'est la sécurité. La lutte contre le terrorisme et le crime organisé est devenue une priorité pour tous les européens dans tous les pays. Ainsi il est essentiel, maintenant plus que jamais, de renforcer le partenariat Transatlantique par l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, et de trouver des nouvelles formes de coopération pour faire face à ces menaces. Je suis convaincue que l'OTAN, en tant qu'alliance militaire la plus puissante et la plus efficace de l'histoire, peut jouer un rôle crucial pour combattre toutes les menaces à notre sécurité collective, qu'elles soient

---

terroristes ou militaires. Et je suis convaincue que l'adhésion de la Lettonie et d'autres démocraties européennes à l'Alliance contribuera considérablement à ses capacités et à ses ressources.

La Lettonie prend au sérieux la question de la sécurité, comme en témoigne sa résolution d'investir au moins 2% de son PIB pour la défense jusqu'à l'an 2008. Déjà depuis 1996 les officiers, soldats, médecins, policiers militaires, et sapeurs lettons contribuent à la sécurité collective du continent, en participant dans les opérations de maintien de paix de l'OTAN aux Balkans.

Mesdames et Messieurs,

Dans quelques années les trois Pays baltes devront assumer la grande responsabilité de garder la frontière est de l'Union européenne. Ils devront mobiliser des ressources considérables pour prévenir le trafic d'armes, de narcotiques, et l'entrée dans l'Union de la contrebande aussi bien que de l'immigration clandestine. La Lettonie, l'Estonie et la Lituanie se préparent déjà pour renforcer leur frontière orientale, avec l'aide financière de l'UE sous le programme PHARE. Ce n'est qu'en partageant cette responsabilité entre les pays membres de l'Union qu'il sera possible de protéger l'espace de sécurité européen d'une manière maximale efficace.

Bientôt la frontière est de l'UE s'étendra jusqu'à la Bélarussie, l'Ukraine et la Moldavie. La Lettonie est prête à contribuer aux discussions concernant les relations futures de l'Union avec ces trois pays au sein d'une Europe élargie (Wider Europe). Notre propre expérience en réalisant des réformes de transition, ainsi que notre perspective sur le potentiel de relations avec ces pays pourraient s'avérer utiles. A l'heure actuelle, il ne semble pas pratique d'effectuer une politique extérieure uniforme envers ces trois pays, qui manifestent des grandes différences entre eux dans leurs situations politiques, intérêts stratégiques et dans l'état de leurs relations avec l'Union.

La Lettonie soutient aussi la politique d'Assistance (Outreach) aux pays de l'Europe Centrale et Orientale, qui jusqu'à présent s'est avérée un succès avec l'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN. Les 10 pays candidats de l'Alliance, qui se réunirent pour la première fois en l'an 2000 à Vilnius, ont entrepris une variété d'activités coopératives, qui ont culminé cet été à Riga au sommet des chefs de gouvernement des pays V10. Les chefs d'Etat et ministres de plusieurs pays membres de l'OTAN ont aussi participé à ce Sommet. Les pays candidats entendent poursuivre leur collaboration au-delà de la date du sommet de l'Alliance à Prague, pour que chacun d'entre eux puisse réaliser, tôt ou tard, le but ultime d'adhésion à l'Alliance. D'ores et déjà la Lettonie partage l'expérience de ses réformes post-communistes avec des pays en voie de transition tels l'Ukraine et la Géorgie, qui apprécient cette relation consultative.

Mesdames et Messieurs,

Les relations de l'Union européenne avec les autres acteurs sur la scène internationale détermineront le futur rôle de l'Europe en tant que puissance mondiale. Pour le moment il n'y a pas de politique extérieure commune pour l'Union. Une voix européenne commune mènerait à des prises de position plus fermes et mieux appuyées, ce qui permettrait à l'Union d'assumer une influence politique proportionnelle à son pouvoir économique.

La Convention sur l'avenir de l'Union, qui a commencé ses débats en mars de cette année, parviendra peut-être à trouver des mécanismes pour la création d'une politique extérieure plus uniforme. La Convention est un des projets de réforme les plus ambitieux dans l'histoire de l'Europe. Il est approprié qu'un grand partisan de l'intégration, Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, originaire du pays initiateur de cette grande expérience que nous appelons maintenant l'Union européenne, soit à la tête de la Convention. La Lettonie et les autres pays candidats sont heureux de pouvoir déléguer leurs députés parlementaires et leurs ministres gouvernementaux pour participer à ces discussions. Nous espérons que la méthode démocratique de la recherche du consensus par le biais des compromis nécessaires

se poursuivra aussi lors de la formulation des conclusions et des recommandations.

Les propositions soumises à la Convention devront être évaluées durant la prochaine Conférence intergouvernementale. La Lettonie et d'autres pays candidats souhaiteraient que cette Conférence ait lieu après l'élargissement de l'Union en 2004, pour permettre la participation des nouveaux pays membres à la prise des décisions, et ainsi assurer la légitimité des solutions adoptées dans tous les pays membres, anciens et nouveaux, grands et petits.

Pour renforcer la légitimité de l'Union européenne et de ses institutions, les citoyens des pays membres actuels et futurs de l'Union s'attendent à des activités continues Pan-Européennes et à des résultats concrets en ce qui concerne toute une liste de dossiers importants: la protection de l'environnement, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, ainsi que la lutte contre l'abus des drogues, le crime organisé et le terrorisme. Tout ceci nécessitera sûrement le renforcement des institutions européennes et une contribution effective des efforts des membres actuels et futurs de l'Union. La Lettonie appuie l'idée d'une intégration politique, économique et sociale plus approfondie, sans aboutir à la création d'un super Etat monolithique. Mon pays envisage une union d'Etats souverains avec certaines caractéristiques fédéralistes, comme l'Union monétaire et le Parlement européen. Cependant la structure de l'Union doit rester suffisamment flexible pour préserver la souveraineté de chaque Etat-nation, sans mentionner le respect des alliances centenaires qui varient d'un pays européen à l'autre.

L'Union nécessite aussi la réforme des institutions européennes pour les rendre moins bureaucratiques, plus efficaces, plus transparentes, et plus proches aux citoyens qu'elles doivent desservir. En plus, si l'Europe songe à devenir un pouvoir économique à l'échelle mondiale, et si les pays membres entendent demeurer compétitifs, il sera nécessaire de réaliser des réformes compréhensives et impopulaires dans l'allocation de ressources et de subventions. De même, l'Europe devra s'engager à beaucoup plus d'innovation et à l'introduction de nouvelles technologies.

L'Union est certaine de pouvoir réaliser ses ambitions, mais pour cela les citoyens de l'Europe devront parvenir à s'identifier étroitement à l'Union et à ses institutions. Le défi, c'est pour les Européens de se forger une identité à l'échelle du continent qui vienne à se greffer sur leurs identités nationales, linguistiques, culturelles, et autres. Il est évident que cette identité supra-nationale ne devrait pas se former au dépens de ces autres identités fondamentales. Au contraire, il s'agit de cultiver le respect de la diversité, ainsi qu'une ouverture à la valeur et le caractère unique d'autres cultures et traditions.

La diversité du continent est sa richesse. C'est un de ses plus grands atouts. La construction de l'Europe est difficile à concevoir sans l'élan créateur issu de la diversité des individus, des langues, des cultures et des traditions de notre vaste continent. Bien que cette diversité puisse ralentir les processus pour l'obtention d'un consensus, c'est une ressource qu'il convient de cultiver. Chaque Etat membre de l'Union, quelle que soit sa taille, a le potentiel de contribuer d'une manière significative au bien de l'ensemble des pays de l'Europe.

En ce qui concerne la division des compétences entre l'Union, les pays membres, les régions et les municipalités: la subsidiarité, ou la dévolution de compétences au niveau le plus bas, devrait être pratiquée autant que possible pour rendre la prise des décisions plus proche des habitants. La résolution de questions au niveau européen devrait avoir lieu seulement dans les cas où leur traitement au niveau national soit jugé comme étant moins efficace. Cette division des compétences devrait être bien définie, et altérée seulement sous des conditions d'unanimité.

Mesdames et Messieurs,

Pour plusieurs des pays candidats de l'Union européenne, les tous derniers chapitres de négociations concernent l'un des points les plus contentieux, celui de l'agriculture.

Dans les trois pays baltes, comme dans la majorité des autres pays européens, l'agriculture joue un rôle particulier dans la formation de l'identité nationale et porte une grande signification symbolique. Durant des siècles d'occupation étrangère, les paysans de ces pays baltes furent les gardiens principaux des langues, des cultures et des traditions lettonnes, estoniennes et lituaniennes. La paysannerie a aussi en grande mesure posé les fondations de la naissance des Etats baltes en 1918, et fourni une impulsion importante à leur développement économique jusqu'à l'occupation soviétique en 1940.

Il est fort possible qu'aucun pays de l'Europe Centrale et Orientale n'ait survécu autant de bouleversements dans son agriculture que la Lettonie, durant ses cinquante années au sein de l'URSS. La nationalisation de terres fut suivie par une collectivisation forcée particulièrement brutale, la création des fermes collectives - kolkhozes et sovkhoses étant accompagnée de vagues successives de déportations de masse pour la Sibérie.

Suivant le recouvrement de l'indépendance en 1991 le système imposé des kolkhozes fut entièrement démantelé dans un processus de privatisation qui restituait les terres à leurs propriétaires d'avant guerre ou à leurs descendants. Comme la majorité des agriculteurs post-soviétiques ne disposaient pas de ressources suffisantes pour acquérir la technique agricole moderne et moderniser leurs méthodes de production, un grand nombre d'entre eux ont été voués à entretenir une agriculture de soutenance, exempte d'impôts. A cause de cela, cette production individuelle ne fut pas adéquatement reflétée dans les statistiques officielles. Pour ajouter aux difficultés des agriculteurs de la Lettonie, la crise économique de 1998 en Russie fut la cause de la perte du marché russe et d'une réduction dramatique de la production agricole, par exemple, une réduction de moitié de la production laitière.

Tous ces facteurs spécifiques à la Lettonie ne sont pas suffisamment reflétés dans la position actuelle de la Commission européenne, qui propose des quotas plus bas que le niveau actuel de production, déjà fortement réduit. Dans de telles conditions, les lettons seraient forcés d'importer des produits traditionnels comme le lait, malgré le fait qu'ils en produisent aujourd'hui en quantité suffisante non seulement pour alimenter le pays, mais aussi pour effectuer des exportations. (Déjà, par exemple, la Lettonie exporte du fromage à la Hollande.)

Cette situation a déjà soulevé de vives inquiétudes en Lettonie, où elle a engendré des craintes d'un manque de sympathie et de compréhension envers le cas particulier de mon pays. En exposant la situation au Président Chirac lors de notre rencontre ce matin, j'ai été encouragée par sa compréhension et son ouverture envers ces arguments particuliers. Je garde donc l'espoir que les questions techniques mais particulièrement sensibles recevront une solution équitable pour la Lettonie lors des négociations pour le chapitre agriculture.

Mesdames et Messieurs,

La construction de l'Europe est un processus sans précédent et sans parallèle dans l'histoire de la civilisation. Un continent déchiré est en train de se reconstruire. L'Union européenne a relevé le défi historique de ce début de siècle: elle a ouvert grand ses portes après la renaissance et la reconstruction des nations si longtemps opprimés et captives. Nous, nations candidates sommes prêtes à nous engager avec vous, nations membres, dans la voie commune de la construction d'une Europe nouvelle, une Europe qui est, après tout, notre patrie commune à tous.